

Souscrivez, abonnez-vous

à
"La Vérité des Travailleurs"
 64, rue de Richelieu
 PARIS (2^e)

— Nouveau bureau : N° 14 —
 (Ric. 03-52 et la suite). Métro :
 Bourse.

C.C.P. 6965-68 Paris.

LA VÉRITÉ



DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
 SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

Trahis par les dirigeants réformistes et chrétiens, dépourvus d'un large objectif politique, les travailleurs non vaincus ont arrêté la grève d'août pour mieux préparer les combats de demain.

Les COMITES DEMOCRATIQUES des TRAVAILLEURS en lutte, le FRONT UNIQUE COMMUNISTE-SOCIALISTE de la base au sommet impulseront le puissant mouvement populaire qui balayera le gouvernement des capitalistes et instaurera LE GOUVERNEMENT P. C. - P. S. AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

Le plus puissant mouvement de grève qui ait eu lieu en France depuis 1936 vient de connaître un arrêt par suite de la trahison projetée dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 août par les dirigeants F. O. et C. F. T. C. Alors que le mouvement atteignait son ampleur maximum dans la fonction publique (plus de quatre millions de grévistes), au moment où — malgré les difficultés dues à la période des fermetures d'usines et au manque d'argent des travailleurs retour de vacances — l'industrie privée entrait à son tour dans la lutte, le Gouvernement a joué son va-tout.

Au risque d'éclairer des dizaines de milliers de travailleurs sur le vrai rôle de leurs dirigeants F. O. et C. F. T. C. et ainsi de les griller pour l'avenir, il a donné ordre à ces derniers de rompre l'unité qui leur avait été imposée à la base.

Ainsi a été donné un coup d'arrêt au mouvement, mais non un coup fatal. La carte de

la trahison ainsi perpétrée en pleine lumière en est sérieusement sortie écornée.

Les postiers, les mineurs, les cheminots, les travailleurs de la R. A. T. P., les communaux qui sont rentrés TOUS ENSEMBLE mercredi à l'appel de leurs comités de grève savent qu'ils n'ont pas été battus mais trahis.

Certes, les dirigeants F. O. et C. F. T. C. pourront encore tenter de perpétrer de tels attentats contre de futurs mouvements : mais des dizaines de milliers de travailleurs F. O., C. F. T. C. ou influencés par ces organisations ont cette fois ouvert les yeux.

De même que pour des générations de travailleurs Jouhaux est resté le traître de la grève des cheminots de 1920, pour des dizaines de milliers de travailleurs influencés par eux, les dirigeants F. O. et C. F. T. C. sont les traîtres de la grève des quatre millions de travailleurs de la fonction publique.

traient pas à tenter en France même une opération de force autour de ce même Juin — qui s'efforce de réussir là où de Gaulle a échoué. — Mais une telle tentative se heurterait à un mouvement ouvrier en pleine montée :

Préparons la seconde manche

Le sens du mouvement, l'objectif vers lequel il se dirigeait et vers lequel il se dirigera encore quand les luttes reprendront, un militant F. O. des P. T. T. qui stigmatisait la trahison de ses dirigeants l'a exprimé dimanche 23 au meeting des comités de grève des P. T. T. à la Bourse du Travail. Il devait, disait-il, y avoir trois étapes :

La première, c'était sous la poussée des travailleurs unis dans la lutte : la convocation du Parlement ;

La seconde, c'était la lutte commune des députés communistes et socialistes contre les décrets-lois, pour la réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives, contre le Gouvernement ;

La troisième, c'était le renversement de ce Gouvernement des capitalistes et son remplacement par un Gouvernement au service des travailleurs.

Et les applaudissements unanimes des vingt mille postiers réunis lui montraient que par delà les décrets-lois, par delà même les revendications vitales de salaires, les millions de travailleurs qui suivaient leur lutte et s'apprêtaient à y entrer, aspiraient à ce changement fondamental. Pas une seule direction ouvrière digne de ce nom n'a pu douter un instant de cette volonté et pourtant les grands partis de la classe ouvrière n'ont pas exprimé cet objectif. On comprend aisément que les dirigeants socialistes — bien que sur le plan politique et devant l'énorme pression des travailleurs ils continuent à demander la convocation du Parlement et qu'ils se soient bien gardés de défendre la trahison des responsables F. O., ne tiennent nullement à mettre en avant la mot d'ordre d'un Gouvernement au service des travailleurs, un Gouvernement P. C. - P. S. Ils préféreraient bien sûr pouvoir à nouveau participer à une coalition de type Mendès-France. Mais le P. C. non plus n'a pas énoncé cette perspective.

En ce qui concerne la C. G. T., il était juste qu'elle mette en avant les mots d'ordre d'unité, de démocratie à la base, de respect des mots d'ordre défendus par l'ENSEMBLE des organisations participant à la lutte. Sa faute a été de ne pas faire, en tant que bureau confédéral, des propositions d'action commune aux autres confédérations. Les cheminots de Paris-Ouest, dont « l'Humanité » du 20 août a cité la résolution, avaient raison de demander cette réunion inter-confédérale.

Lors des prochaines luttes, les travailleurs, groupés dans leurs COMITES DEMOCRATIQUES DE BASE, dont ils viennent d'éprouver l'efficacité, devront l'exiger dès les premiers jours du mouvement.

Un mot d'ordre politique central pour unifier les mouvements

Mais une direction syndicale et une direction politique sont deux choses différentes. Des millions de travailleurs de France reconnaissent le P. C. comme leur direction. Pendant les vingt jours de grève, cette direction n'a pas donné au mouvement les perspectives dont il avait besoin pour se renforcer, se durcir et vaincre : un Gouvernement P. S. - P. C.

Il ne lui a pas montré clairement la voie à prendre pour obtenir ce changement radical : celle de l'unité d'action DE LA BASE AU SOMMET entre le P. S. et le P. C.

Certains articles de « l'Humanité » indiquent que la pression unitaire se fait sentir. Déjà,

au début du mouvement, nous avons noté l'initiative prise par le secrétariat du P. C. de s'adresser au comité directeur du P. S. pour exiger ensemble la convocation du Parlement.

Dans son éditorial du 27 août, Auguste Le-cœur indique clairement que la clef de toute la situation c'est le « Front unique communiste-socialiste » qui en 1934 « a donné naissance au pacte d'unité d'action entre les partis socialiste et communiste ».

Si tel est actuellement l'objectif que poursuit le P. C. F., et c'est celui qu'il devrait poursuivre, il doit le dire nettement, systématiquement, mener campagne avec des propositions concrètes à la direction socialiste.

Les hésitations qui caractérisent la position du P. C. depuis des mois où la poussée ouvrière est manifeste, proviennent de ses oscillations entre cette poussée des masses et ses incertitudes sur les objectifs de la diplomatie du Kremlin.

Les militants du P. C., qui applaudissent à juste titre la révolte des militants F. O. et C. F. T. C., doivent comprendre qu'ils ont à élever aussi la voix dans leur propre parti pour y imposer la ligne ferme que

L. PERIER.

(Suite page 2.)

LA SITUATION INTERNATIONALE

par M. PABLO

Au moment où la vague de grèves s'est amplifiée en France, atteignant la proportion d'une véritable grève générale et créant une situation pré-révolutionnaire plus profonde dans sa dynamique que celle de 1936, la situation internationale — en dehors des événements de l'Afrique du Nord et du Maroc examinés ailleurs — connaît quatre autres points névralgiques :

- L'Extrême-Orient, avec la préparation de la Conférence politique pour la Corée ;
- Le Moyen-Orient, avec le renversement spectaculaire de Mossadegh en Iran ;
- La campagne électorale en Allemagne ;
- Le nouveau gouvernement italien.

L'O. N. U. a commencé la discussion de la question coréenne au milieu d'une atmosphère marquée par les interventions bellicistes du clan américain qui est de connivence avec Sygman Rhee, ainsi que par les désaccords que cette politique provoque entre les « alliés Atlantiques ». Washington veut une conférence restreinte qui « réglera » le sort de la Corée en excluant les Indes. Il redoute d'autre part l'échance qui approche sur l'admission de la Chine populaire à l'O. N. U. Les Anglais, par contre, pour des raisons qui tiennent à leurs intérêts coloniaux et commerciaux immédiats, insistent sur la présence des Indes et l'entrée sous condition de la Chine à l'O. N. U. Les Français ayant marchandé la question du Maroc et de la Corée avec les Américains, soutiennent ces derniers. La politique asiatique de Washington est arrivée à un point crucial, ou soit il y aura une précipitation des événements avec reprise de la guerre en Corée et généralisation du conflit en Asie, soit recul et défaite diplomatique marquée — ne fut-ce que momentanée — des Etats-Unis sur ce plan.

En Iran, Mossadegh vient d'être renversé par l'action combinée des noyaux de l'armée, de la police et des éléments réactionnaires royalistes et partisans du chef religieux Kashani. Quelques jours auparavant, il semblait avoir éliminé l'ultime résistance de ces mêmes milieux en déjouant un complot militaire ourdi par la Cour et en contraignant le shah à l'exil. Mossadegh, qui a poussé son rôle de Bonaparte jusqu'au bout, n'avait plus en réalité d'autre base que celle des masses antiféodales, anticapitalistes et antiimpérialistes, en grande partie influencées par le parti Toudéh. Or, au lendemain de sa victoire sur le shah, Mossadegh, qui n'avait jamais cessé de miser sur les Américains contre les Anglais, effrayé d'être débordé par la gauche, a commencé à se garder d'elle et même à envisager des mesures de répression contre elle. Cette dernière, en ne bougeant pas lors des événements du

(Suite page 2.)

Et maintenant ?

Rien n'est résolu et la presse bourgeoise est loin de crier victoire — « Les problèmes de fond demeurent » (Les Echos) — « Il est urgent de créer un climat social favorable » (Le Figaro) — « Un rendez-vous est pris en octobre. Qui s'y présentera ? Un renouveau de la politique gouvernementale ou un soulèvement des travailleurs » (Combat). — Tel est le ton de cette presse. Et Maurice Duverger écrit dans « Le Monde » : « L'ampleur et la force de cette grève devraient conduire à réfléchir, surtout si l'on constate qu'elle a été faite de la base, qu'elle a surgi à l'époque de l'année la plus défavorable au succès d'une grève. Il suffirait que les syndicats s'unissent autour d'un programme minimum précis pour qu'un mouvement pratiquement irrésistible devienne possible... Et l'on sait le rôle moteur que peut prendre une telle agitation du secteur public par l'exemple de 1936... ».

1936, l'unité de la classe ouvrière

La terreur de la bourgeoisie — déjà manifestée lors des mouvements de mars-avril — est revenue et s'est décuplée, devant l'ouragan des quatre millions de grévistes de la fonction publique.

Et de donner des conseils à leur Gouvernement : « Lâchez un os sinon la prochaine fois ils vont nous balayer ! ».

La bourgeoisie aculée

Mais la bourgeoisie et son Gouvernement sont aculés : pour poursuivre sa politique de camp impérialiste, pour poursuivre sa guerre d'oppression contre le Viet-Nam et ce faisant soulever et intensifier ses privilèges, elle a besoin de faire payer les travailleurs et les petites gens de ce pays : et pour cela elle veut pour son Gouvernement les mains libres, les pleins pouvoirs et les interminables vacances du Parlement pour élaborer et appliquer les décrets-lois de misère dont nous n'avons encore vu que les premiers.

Cette politique, elle ne veut pas l'abandonner mais l'intensifier : en même temps que quatre millions de travailleurs de France lui disaient « non », les colonialistes français, appuyés par l'armée et la police et munis de la bénédiction de Bidault, se livraient au Maroc à un coup de force contre la puissante montée qui dans ce pays comme dans toute l'Afrique du Nord dresse les peuples opprimés contre l'impérialisme français. Les forces de répression qu'ils ont multipliées là-bas pour imposer un fantôme à leur solde contre la montée des forces de libération qui grondent et s'apprêtent à rejaillir, c'est encore aux travailleurs et aux petites gens qu'ils veulent les faire payer.

Pendant que les travailleurs tirent les leçons de la première étape de leur mouvement, l'aile marchante de la bourgeoisie ne restera pas inactive. C'est elle qui a réussi, sous la conduite de Juin, l'opération contre le peuple marocain. Ces mêmes gens en présence d'un Gouvernement hésitant et surtout dans le cas d'une carence des directions ouvrières n'hési-

Le 12 août, à Ceylan...

Journée révolutionnaire

Afin d'équilibrer son budget, le gouvernement de Ceylan, patroné par les impérialistes anglais, avait décidé de supprimer la subvention de l'Etat permettant aux masses populaires d'acheter le riz — la nourriture de base — à un prix abordable.

Pour protester contre cette mesure, le Lanka Samasamaja Party, section cinghalaise de la IV^e Internationale, a lancé le mot d'ordre d'une grève générale pour le 12 août, en front unique avec toutes les autres organisations ouvrières.

Voici les consignes que la presse du parti donnait aux masses pour la journée du 12 août :

1^o Faites grève partout, indépendamment du genre de votre travail.

2^o Fermez les boutiques et les usines (sauf les dispensaires).

3^o Boycottez les transports.

4^o N'envoyez pas vos enfants aux écoles.

5^o Achetez toutes vos provisions le 11 août.

6^o Hissez partout où vous pourrez les drapeaux noirs de la faim !

Venez tous au meeting le 12 août.

Forcez le gouvernement à démissionner,

Pour des élections générales immédiates !

Dans la journée du 12 août, la plus grande manifestation de masses depuis plusieurs années s'est déroulée à Colombo et plusieurs autres endroits de l'île. La police et l'armée sont intervenues en masse. Le peuple a riposté par des barricades et des batailles de rues. Il y a des dizaines de morts et de blessés.

Le gouvernement, appuyé à fond par les impérialistes, a décrété l'état d'urgence et a commencé une série de mesures de répression.

Les journaux du Lanka Samasamaja Party et du PC furent interdits. Mais l'agitation continue encore parmi les masses.

La date du 12 août marque un tournant dans la situation politique d'après-guerre de Ceylan.

Une expérience riche d'enseignements pour la classe ouvrière française

LA MAGNIFIQUE GREVE DES POSTIERS

Les travailleurs des P.T.T. ont été les éléments d'avant-garde dans ces grèves où l'ensemble du secteur public est entré en combat contre les conditions de vie intolérables, contre le gouvernement du patron Laniel, du fossyeur des conquêtes ouvrières Raynaud.

La prime de fin d'année 52: Revendication unitaire

Il faut remonter à fin 52 pour voir comment les postiers ont pu réaliser un mouvement d'une grande cohésion en ce mois d'août 53, particulièrement peu favorable aux mouvements revendicatifs.

Déjà, à cette époque, ils posaient la prime égale pour tous de 20.000 francs de fin d'année, revendication unitaire capable de cimenter l'unité de la majorité des postiers à la base.

Le 27 Mai: Journée de lutte

Ensuite, le 27 mai, la journée de lutte contre les projets Mayer marque la volonté de réaliser l'unité d'action.

Dans ces deux étapes, la division syndicale des années passées est encore un grand obstacle à la réalisation de l'unité qui ne se concrétise que par la formation à la base de quelques comités d'unité d'action.

Ces deux étapes ont préparé l'unité chez les Postiers

Les décrets-lois Laniel-Raynaud ont fait déborder le vase et les postiers sont repartis dans la lutte du niveau où elle était restée après le 27 mai.

Poussée unitaire à la base

C'est immédiatement une grande poussée unitaire à la base qui réalise les Comités de grèves et demande l'extension de la lutte à l'ensemble de la corporation, imposant ce mot d'ordre aux directions syndicales FO et CFTC qui pensaient pouvoir canaliser le mouvement en en prenant la tête.

La vague à une grande puissance et finalement ces directions se trouvent bousculées à maintes reprises par des militants qui ressentent la nécessité impérieuse de réaliser l'unité.

Front unique de toutes les tendances: C.G.T. - F.O. - C.F.T.C. - Autonomes

A deux reprises, au meeting de Wagram, les militants de base imposent leur volonté aux dirigeants. La pression de la salle pour que la CGT soit représentée à la tribune, le refus d'envisager une augmentation de salaire qui ne soit pas égale pour tous, montrent quelle force pèse sur les dirigeants qui reculent sur toutes ces questions.

Une étape importante:

La création du Comité National de Grève

Ensuite, c'est l'exigence de la création d'un Comité national de grève qui montre que les formes d'organisation démocratiques ont été trouvées dans le mouvement et imposées par celui-ci.

Ce qui se fera dans les localités au prochain mouvement général:

Les Comités de grèves intercorporatifs

Après les P.T.T., d'autres secteurs, cheminots, RATP, services communaux, ont réalisé leurs Comités de grèves et ceux-ci sur la base locale ont fusionné dans des Comités de grèves intercorporatifs, élargissant les formes d'organisations, donnant des garanties supplémentaires pour la cohésion du mouvement.

Cohésion remarquable, marquée par la réalisation très suivie des mots d'ordre et des ordres des Comités de grève. La stricte rigueur avec laquelle les employées des téléphones filtraient les communications urgentes aura donné un avant goût amer au bourgeois de ce que peut leur imposer une classe ouvrière fermement décidée à l'action.

La trahison des dirigeants F.O.-C.F.T.C.

Ces comités ont joué un grand rôle après la trahison des dirigeants FO et CFTC.

L'organisation démocratique du mouvement à la base

déjoue les manœuvres des traîtres

Ils ont permis qu'après ce coup très dur porté aux travailleurs, la lutte continue, que la rentrée ne se fasse pas en

ordre dispersé. Cette trahison a éclairé le rôle des directions FO et CFTC poignardant un mouvement qu'elles ne contrôlaient plus.

Les Postiers, toutes tendances réunies, tiennent leur Congrès des Comités de grèves: Etape supérieure du mouvement

La conduite de la grève par les meetings journaliers à la Bourse du Travail a donné également cette grande cohésion au mouvement qui a culminé par la réunion dimanche 23 du Congrès des Comités de grèves regroupant 605 délégués et postiers où des dirigeants CFTC et FO représentatifs ont montré qu'ils n'entendaient pas abandonner la lutte et dénonçaient la trahison de leur direction.

L'appel lancé par trois dirigeants CFTC à leurs adhérents le 22 août est particulièrement significatif de la compréhension du rôle des dirigeants qui ont voulu briser le mouvement.

Mais la lutte n'est pas finie malgré la fin de la grève. Elle continue et doit continuer au sein de FO, de la CFTC pour remplacer les dirigeants traîtres. D'autres batailles auront lieu où l'enjeu sera grand; les travailleurs des P.T.T. l'ont

compris. L'expérience d'aujourd'hui n'est pas perdue.

Après des années où la scission pesait sur la réalisation de l'unité, un obstacle a été franchi.

L'unité est possible, l'unité est réalisée, des formes d'organisations ont été trouvées qui seront un exemple pour tous les travailleurs.

La compréhension de tous est plus grande qu'au départ. Il faut que les directions donnent des perspectives qui visent plus haut que l'abrogation des décrets-lois. La solution est politique, chacun le comprend et c'est le gouvernement qu'il faut changer. Les postiers poursuivent leur expérience en maintenant leur Comité d'unité d'action, en faisant échec aux dirigeants traîtres. Ils prépareront ainsi les conditions pour de nouvelles luttes, pour arracher la victoire qu'il leur faut.

A l'exemple des P.T.T.:

Les Comités de grèves,
Les Comités intercorporatifs,
Les Congrès des Comités de grève,
Ciment de l'unité d'action,

seront réajustés à la prochaine étape par les travailleurs de toutes les corporations

L'expérience Renault

Tous les ouvriers de RENAULT ont vécu leurs vacances au rythme des grèves des postiers, cheminots, mineurs, etc., et ils ont mesuré la puissance énorme de la cohésion des travailleurs et leur sentiment dominant est que, cette fois encore, il ne faut pas « loucher le coche ».

IL FAUT « Y ALLER ».

Il faut 1936 et PLUS QUE 1936.

Les revendications économiques passent au second plan dans les conversations. Chacun les connaît depuis longtemps. Ce qui importe, c'est le combat contre le gouvernement de décrets-lois Laniel-Raynaud.

Là encore, les aspirations des travailleurs vont bien au-delà des objectifs mis en avant par leurs directions.

Ces objectifs, ce sont :

1° L'abrogation des décrets-lois.
2° L'augmentation des salaires et retraites, etc.

3° Respect des libertés syndicales et convocation de la Commission supérieure des Conventions collectives.

La préparation de la lutte essentiellement assurée par la C.G.T. consiste en la diffusion d'un tract de l'U.S.T.M. énonçant les revendications et appelant confusément et timidement à l'action.

Le poids de la lutte retombe sur les militants dans les ateliers. Ceux-ci pour discuter avec les ouvriers et les entraîner ont besoin de perspectives. Ils veulent briser leur isolement. Aujourd'hui, c'est plus qu'une grève RENAULT. Pour le premier jour, aucun meeting central n'est prévu et le Conseil syndical CGT ne sera réuni que le soir du deuxième jour de rentrée.

Les organisations syndicales parlementaires, tergiversent, attendent les consignes de leur fédération ou retardent en invoquant la faiblesse numérique des effectifs de l'usine en ces premiers jours de rentrée.

Ces atermoiements donnent un caractère sporadique à la grève qui se déclenche à l'A.O.C., aux départements 18 (engrenages) 55 (décolletage) à l'artillerie, aux chaînes 1 et 2 du 74-60 de glorieuse mémoire (grève d'avril-mai) etc.

Seulement la grève a du mal à suivre. Elle ne tient pas. Si les militants s'éloignent les ouvriers reprennent leur travail puis redébrayent. On ne peut pas rester toute la journée à jouer à la belote.

Un cortège part de l'A.O.C. pour débrayer les ateliers voisins aux cris de : « LANIEL DEMISSION et ABROGEZ LES DECRETS-LOIS. »

Seule l'avant-garde participe. Les masses profondes hésitent.

En dépit de cela, le mouvement s'élargit, déborde dans chaque atelier.

Au conseil syndical du mercredi soir, l'annonce est faite que la grève est décidée pour le lendemain jeudi. C'est une proposition CGT à laquelle se rallie seulement la CFTC. Déjà les militants appréhendaient cette rentrée du troisième jour sans mot d'ordre central pour l'usine et la décision est bien accueillie.

Au département 12, les ouvriers entendent que la grève totale soit illimitée.

Au département 18, en grève depuis la rentrée, un vote secret donne une majorité de 300 pour la grève contre 170.

Ces chiffres expliquent la difficulté de la tâche. Il importe de rallier les hésitants. Le manque de centralisation du mouvement, la division syndicale, entraînent des difficultés d'organisation et font apparaître le caractère timoré des déci-

à particulièrement mis en lumière la difficulté d'étendre le mouvement, faute d'une perspective permettant de galvaniser l'énergie combattive des travailleurs.

sions prises.

La maîtrise accentue sa pression.

Au cours de la journée du 20 août, les discussions, les attroupements, les débrayages, les assemblées d'ateliers se multiplient aux départements et ateliers 46, 47, 53, 55, 60, 63, 61, 50 et aux forges, fonderies, à l'usine O etc.

De nouveaux comités de grève s'ajoutent à celui de l'A.O.C. élu dès le premier jour. C'est pour le vendredi qu'est décidée la grève générale de la métallurgie par les fédérations FO et CFTC.

Cette décision est annoncée jeudi 20 août au meeting Zola-Kermen devant 5.000 ouvriers. La CGT appelle à la constitution de comités de grève et annonce son intention de poursuivre la lutte jusqu'à l'obtention des revendications.

A ce moment, la grève groupe une dizaine de milliers d'ouvriers. Le bastion gréviste est représenté par le bloc « Place Nationale » (AOC, Artillerie, Decolletage, Département 88, etc.) où la grève est effective à 95 %. Des noyaux importants existent comme au 18 et aux forges, etc. Au cœur de l'usine, l'île Seguin, le mouvement a du mal à démarrer. Quelques ateliers éparés ont répondu seulement.

Vendredi, la situation est sensiblement la même, mais l'ordre de reprise lancé par FO et CFTC dans les postiers et les cheminots porte un coup à la lutte chez RENAULT.

La grève tient la journée entière.

Le samedi, dans le but d'inspirer confiance aux ouvriers au travail et de les inviter à rejoindre la grève, il a été décidé de tenir le meeting central des grévistes dans l'île Seguin.

L'annulation de ce meeting et son

Suite de l'article de L. PERIER

dicte maintenant la volonté de la classe ouvrière à nouveau entrée en lutte.

Il ne faut pas accepter d'arguments sur un soi-disant mauvais rapport des forces. Il ne faut pas non plus esquiver ses propres responsabilités derrière la trahison des autres; la trahison de F. O. et de la C. F. T. C. n'a joué que dans la mesure où les travailleurs de la fonction publique et de l'industrie privée n'ont pas trouvé une direction qui leur donne les mots d'ordre et les perspectives sur lesquels le mouvement pouvait progresser davantage.

La base du Front unique est toute donnée :

— Front unique du P. C. F. et du P. S. pour mobiliser les travailleurs afin d'imposer
— La convocation du Parlement.
— Le renversement du Gouvernement capitaliste.
— La constitution d'un gouvernement P.C.F.-P.S.

♦ Qui nationalisera les banques et les grandes entreprises sous contrôle ouvrier ?

♦ Qui taxera les riches, et comprimera les dépenses militaires ?

♦ Qui exécutera un plan économique de développement de toutes les ressources du pays, élaboré par les organisations des travailleurs, pour les travailleurs ?

♦ Qui libérera les colonies et les associera sur une base démocratique de pleine égalité à la France des travailleurs ?

♦ Qui fera la paix au Vietnam ?

♦ Qui maintiendra des rapports de paix avec toutes les nations.

Soutenez notre journal

Pendant ces grèves, nous avons publié deux numéros spéciaux de notre journal. Un grand nombre de nos camarades, de nos lecteurs, se sont trouvés dans ces luttes, et ceci a représenté un gros effort financier pour notre journal, — privé d'une partie de son soutien financier régulier.

Camarades, amis et lecteurs de « La Vérité des Travailleurs », aidez-nous à supporter cette charge.

Envoyez votre soutien rapidement.

Dans notre prochain numéro régulier de septembre, vous trouverez les résolutions du IX^e Congrès de notre Parti qui s'est tenu en juillet dernier.

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

Abonnement pour la France, de un an: 200 francs.

Envoi sous pli fermé: 400 francs.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »

64, rue de Richelieu - Paris 2^e
C.C.P. 6965-68 Paris

Le Gérant: M. Mestre.

SOPRIM - 17, rue de Clignancourt, Paris.

remplacement par d'autres meetings à 12 h. 30, porte un coup très dur à la grève. En effet, les ouvriers qui ont formé des cortèges pour se rendre dans l'île reçoivent trop tard le contre-ordre et c'est la mort dans l'âme qu'ils doivent se disperser.

Le travail reprend en partie au décolletage, au 88, à l'artillerie. C'est une brèche dans le front de la grève. Cette brèche s'agrandit et le lundi le mouvement cesse.

Les difficultés du mouvement chez Renault ont des motifs divers : Le poids des échecs passés (1947-1950) dans une certaine mesure. Le manque de cadres, 500 militants ayant été licenciés en 1952. La grève et le lock-out d'avril-mai qui frustrèrent les ouvriers dans certains départements de deux à trois semaines de salaires.

Les vacances qui ont « pompé » le reste des ressources. Le fait qu'il n'y ait que 40 % d'ouvriers présents dans l'usine à la rentrée et enfin les grandes usines d'automobiles (Citroën, Ford, Simca, Chausson) qui restent encore fermées une semaine. Cependant, la raison essentielle est que les ouvriers aspirent à lutter CONTRE LE GOUVERNEMENT et veulent en imposer UN QUI SOIT LEUR.

Or, les organisations ne dépasseront jamais le cadre des revendications économiques, hormis la demande timide de convocation de l'Assemblée. Ce sont les organisations syndicales qui dirigeront la lutte. AUCUNE DES ORGANISATIONS POLITIQUES et PARTICULIEREMENT LE P.C.F. ne s'est manifestée.

Suite de l'article de M. PABLO

19 août, a objectivement favorisé sa chute.

Comment expliquer l'inertie du Toudeh à ce propos? Manque de perspicacité politique et d'esprit d'initiative de sa direction, gagnée de vitesse par la droite, ou directives du Kremlin qui, floutant avec Londres, a pour cette raison freiné son action de front unique avec Mossadegh contre les Kornilov de la révolution iranienne? Les prochaines semaines clarifieront ce point, ainsi que le degré de solidarité — plutôt douteuse — du nouveau gouvernement.

En Allemagne, la campagne électorale bat son plein. A la surprise générale la note soviétique aux occidentaux, loin d'apporter un appui « sensationnel » aux sociaux-démocrates, adversaires d'Adenauer, a maintenu essentiellement les conditions de 1952. Par contre, les accords passés à Moscou avec le gouvernement de l'Allemagne de l'Est, et le discours à ce propos de Malenkov sont dirigés contre Adenauer et visent à provoquer sa défaite aux prochaines élections. Mais généralement on a surtout l'impression que Moscou raidit son attitude sur la question allemande et, loin de faire des nouvelles concessions, s'efforce de consolider le régime politique de l'Allemagne orientale et d'apaiser des craintes qui ont éventuellement surgi au sein des « démocraties populaires » à l'égard de quelques aspects flous de sa politique allemande au lendemain de la mort de Staline.

En Italie, la longue crise ministérielle ouverte par le renversement du cabinet de Gasperi, vient de se dénouer provisoirement par la constitution du gouvernement de transition Pella qui a bénéficié du vote des monarchistes et des fascistes et de l'abstention des socialistes de Saragat. Son sort dépendra des réactions des masses italiennes qui ont, elles aussi, déclenché durant les vacances quelques mouvements importants de grèves, en attendant une reprise plus puissante après la rentrée.

AVIS

Nous sommes une fois de plus obligés de prévenir les travailleurs contre l'emploi du titre de notre parti par un groupe dont les membres ont été exclus il y a un an de la IV^e Internationale.

Ce groupe s'est manifesté dans les derniers événements, en particulier à l'usine Renault, par des publications signées abusivement de la IV^e Internationale, dans lesquelles il a été développée une orientation contraire à celle de la IV^e Internationale et de sa section française.

« LA VERITE DES TRAVAILLEURS » est le seul organe du P. C. I. (section française de la IV^e Internationale).